

Australie

*Anton Kajich
Peter Jull
Gareth Moores*

Les peuples autochtones entretiennent une connexion ancienne et intime avec le paysage australien, y compris les zones côtières et marines. Certaines estimations affirment que cette relation dure depuis au moins 40 000 ansⁱ. Au moment de la colonisation en 1788, il y avait peut-être 1,5 millions de personnes en Australieⁱⁱ. En juin 2006, les autochtones représentaient 2,5% de la population australienne, soit 520 000 personnes. En 1788 les autochtones vivaient sur tout le territoire de l'Australie. Aujourd'hui une majorité vit dans les centres urbains régionaux (43%) et les grandes villes (32%) mais certains vivent encore sur leurs terres traditionnelles.

Malgré de récentes améliorations, le statut sanitaire des autochtones en Australie demeure inférieur à celui des autres Australiens. Les taux de mortalité infantile parmi les autochtones d'Australie restent à des niveaux élevés, inacceptables, à 10-15%, et l'espérance de vie (59 ans pour les hommes et 65 ans pour les femmes) est inférieur de 17 ans à celui des autres Australiens.

La loi contre la discrimination raciale de 1975 s'est avérée un instrument clé pour les Aborigènes mais elle a été ignorée sans scrupule par le précédent gouvernement de John Howard lors de l'introduction de l'Intervention d'Urgence dans le territoire du nord en 2007 (voir *le Monde autochtone 2008*). Les Etats et territoires ont également des pouvoirs législatifs en matière de droits, y compris de droits autochtones, lorsqu'ils choisissent de les exercer et lorsqu'ils n'entrent pas en conflit avec les lois fédérales.

L'Australie n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT mais, bien qu'elle ait initialement voté contre la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples Autochtones, elle a changé sa position et y a apporté son soutien en 2009 (AHRC 2009)

La Constitution

Les consultations menées par le gouvernement national sur une possible reconnaissance constitutionnelle des Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres constituent un développement politique potentiellement important de l'année 2011. Le *Panel d'experts sur la reconnaissance constitutionnelle des peuples aborigènes et insulaires du détroit de Torres* mène une consultation selon un agenda ambitieux afin d'initier une discussion nationale sur les modalités d'une réforme constitutionnelle. Le panel d'expert est composé de figures aborigènes telles que Les Malezer, Marcia Langton et Megan Davis, individus reconnus au niveau international. Le panel est présidé par Patrick Dodson et par l'avocat non-autochtone Mark Leibler, lesquels ont chacun, à des moments différents, mené le processus gouvernemental de réconciliation aborigène. Le rapport du panel et ses propositions seront publiés dans les premiers mois de 2012 [document désormais disponible si tu veux = <http://www.youmeunity.org.au/final-report>].

Une autre entité formée en 2011 est le *Congrès National des Peuples Premiers d'Australie*. Le Congrès est une organisation nationale pour les peuples autochtones créé

indépendamment du gouvernement. Le rôle le plus important du Congrès sera de plaider en faveur de la reconnaissance des droits des peuples aborigènes et insulaires du détroit de Torres (NCAFP 2011). Alors qu'un consensus fort sur une série de questions fait défaut parmi les leaders autochtones, de tels développements donnent l'espoir de changements constitutionnels progressistes et fournissent l'occasion d'un engagement renforcé des autochtones dans le développement des politiques publiques qui les concernent.

Autonomie des îles du détroit de Torres

La question de l'autonomie politique des îles du détroit de Torres (TS) a été soulevée et mise en avant par le premier ministre du Queensland, Anna Bligh, en octobre au moment où il fut révélé que le Premier Ministre du gouvernement fédéral prêtait attention aux appels des insulaires à un « territoire autogouverné » au sein de la fédération australienne.

S'étendant de la pointe du cap York à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et composée de plus de 270 îles, TS est perçue comme un coin de Mélanésie sous juridiction australienne. Les Insulaires du détroit de Torres forment la majorité de la population avec leur culture unique et leur histoire propre, distinctes de celles des Aborigènes d'Australie. Ils militent pour une forme d'autonomie régionale et la reconnaissance de leurs droits sur la mer depuis des décennies, leur nourriture et mode de vie dérivant principalement des récifs coralliens et des mers qui les entourent. Malgré le fait que la Droite comme la Gauche soient généralement attentives aux aspirations des Insulaires, dans les dernières décennies la question de l'autonomie est resté bloquée.

Alors que cette mise en avant de l'autonomie par le premier ministre du Queensland a suscité beaucoup d'enthousiasme à l'idée d'un changement progressif dans cette région, le Premier Ministre fédéral a pris beaucoup de précautions et n'a que timidement accepté de continuer à se pencher sur la question.

Nuances de noir

Neuf Aborigènes que l'éditorialiste de tabloïd Andrex Bolt estimait trop clairs de peau pour être réellement des Aborigènes ont remporté leur action en justice devant la cour fédérale au nom de la loi sur la discrimination raciale en septembre dernier. Une action collective avait été lancée contre Bolt pour ses écrits dans les journaux *The Herald* et *Weekly Times* dans lesquels il affirmait qu'ils cherchaient un avancement de leur carrière au travers de leur couleur de peau. Les neuf personnes impliquées dans le procès ont demandé des excuses de la part des journaux et une interdiction de republication. Pour beaucoup, les injures apparentes de Bolt contre les membres de la minorité la plus désavantagée du pays était déjà suffisamment graves, mais les accuser d'utiliser ce désavantage à leur profit établissait le débat à un tout autre niveau (Mars 2011). Ce cas met en lumière les tendances racistes et discriminatoires actuellement présentes dans les médias populaires en Australie.

La Réponse d'Urgence dans le Territoire du Nord (NTER) doit devenir « des Futurs plus solides » (*Stronger futures*)

La Réponse d'Urgence dans le Territoire du Nord du gouvernement fédéral (NTER – voir *Le monde autochtone* 2008) instituée en 2007 est encore à l'œuvre dans les communautés aborigènes du Territoire du Nord

La NTER a eu peu d'effets quantifiables sur les résidents des communautés visées en termes de réalisation de ses buts apparents – la protection des enfants dans ces communautés et la résolution du désavantage socioéconomique des peuples autochtones vis-à-vis des non-autochtones. Le rapport d'évaluation du gouvernement sur l'intervention, publié en octobre 2011, *Closing the gap in the Northern Territory Monitoring Report January-June 2011*, relève un déclin mesurable dans les inscriptions scolaires, une hausse du nombre d'allocataires sociaux, une hausse des cas rapportés d'abus contre les enfants et de violences faites aux femmes, ainsi qu'une hausse dans le nombre confirmé de tentatives de suicide ou d'automutilation dans les communautés visées par la NTER (NTER 2011). En outre, comme l'a souligné le Rapporteur Spécial des Nations unies James Anaya dans son rapport de 2010, les mesures de la NTER ont pour effet de saper l'autodétermination aborigène, de limiter leur contrôle de leurs propriétés, d'inhiber l'intégrité culturelle et de restreindre l'autonomie individuelle (voir le rapport de l'UNHRC).

A la suite de critiques généralisées contre le cadre interventionniste de la NTER, la nature discriminatoire de ses politiques et le manque de participation autochtone dans son élaboration et sa mise en œuvre, une série de « consultations communautaires », étriquées dans leur objet, ont eu lieu dans le Territoire du Nord. Le Gouvernement fédéral a ensuite annoncé en 2011 qu'il remplacerait la NTER en 2012 par l'ensemble de mesures réunies sous le nom de « des futurs plus solides » (*Stronger Futures*).

Cet ensemble comprend un certain nombre de « mesures spéciales », y compris l'arrêt du versement des allocations familiales aux parents dont les enfants n'iraient pas à l'école, présenté comme une mesure devant encourager la participation scolaire dans les communautés aborigènes. Cette politique a suscité de nombreuses critiques en raison du manque de preuve, en Australie et à l'international, que de telles mesures punitives aient un impact positif sur les taux d'assiduité scolaire, ainsi que pour ses effets négatifs sur des familles qui sont déjà très désavantagées dans les communautés reculées (Altman 2011).

Les négociations continuent à Blue Mud Bay

Dans le cadre de l'*Aboriginal Land Rights (Northern Territory) Act 1976* (ALRA), la propriété aborigène ne s'étend que jusqu'à la ligne de marée haute. Dans la décision de Blue Mud Bay en 2009, la Haute Cour d'Australie a statué en appel, jugeant que l'ALRA s'applique également à la zone de marnage (estran). A la suite de ce jugement, les principales parties impliquées dans la décision se sont mises d'accord sur un moratorium – qui maintient en l'état le système de gestion basé sur des permis délivrés par le gouvernement – tandis que des arrangements de plus long terme sont négociés (voir *Le Monde Autochtone 2009*).

La décision confère d'importants droits de propriété et de gestion au peuple autochtone de terre d'Arnhem et établit un précédent clair affirmant que les communautés aborigènes ont un droit de contrôle effectif sur des ressources marines à valeur commerciale. La décision génère également un potentiel pour le développement d'opportunités économiques, y compris des rentrées financières par un droit d'accès négocié, une implication directe et des emplois dans la gestion de la pêche et des aires marines à travers des groupes locaux de *rangers*.

Les principales parties impliquées dans cette décision historique – le gouvernement du Territoire du Nord, le Northern Land Council et les intérêts économiques liés à la pêche commerciale et de loisir, se sont mis d'accord en 2011 pour étendre jusqu'à la mi 2012 le moratoire pendant qu'un accord de plus long terme est négocié.

Mines et Aborigènes

Le *Native Title Act 1993* ouvre la possibilité pour les communautés autochtones de bénéficier de la création de richesses découlant du développement de leurs terres, en particulier par les mines. En 2011, les négociations se sont poursuivies entre communautés autochtones, gouvernements et compagnies minières quant à l'utilisation de terres sujettes au Native Title, en particulier dans le nord du pays. Le projet à 30 milliards de dollars australiens de la compagnie Woodside à James Price Point (Walmadany), à 60 km au nord de Broome en Australie Occidentale, a généré une attention nationale en raison de la nature conflictuelle de telles négociations pour les communautés aborigènes concernées ainsi que la tendance des gouvernements à s'aligner sur les intérêts miniers pour assurer la réalisation de tels projets. En dépit de cet état de fait, et malgré une série d'importantes inquiétudes en matière environnementale, sur le papier de tels accords peuvent potentiellement créer des opportunités de développement économique et permettre un accès essentiel pour des communautés autochtones sévèrement désavantagées à des services de base – un aspect clé que les politiques des Etats et du gouvernement fédéral négligent pour l'Australie reculée (*remote Australia*). D'importantes questions demeurent quant à la capacité à la fois des parties autochtones et non-autochtones à effectivement mettre en œuvre et gérer de tels services et de telles opportunités économiques sur le long terme.

Les négociations entre l'organisation représentant les propriétaires traditionnels, le Kimberley Land Council, et le gouvernement se sont interrompues en 2010 suite à une action en justice de l'un des propriétaires traditionnels. Cela a décidé le Premier d'Australie Occidentale, Colin Barnett, à tenter une « acquisition obligée » (*compulsory acquisition*) de la parcelle afin d'assurer le futur du projet, un geste que peu de gens comprirent comme un « acte de bonne foi » dans le cadre des négociations liées au *Native Title*. La tentative du Premier d'acquérir la parcelle de manière unilatérale fut largement critiquée, y compris par l'intellectuel et militant de Aboriginal Reconciliation, Mick Dodson, qui a décrit le geste comme une tentative de « vol » de terres aborigènes (ABC 2011).

A la suite de négociations longues et de plusieurs décisions de justice, qui jugèrent illégales tant les recours initiaux que la tentative d'acquisition obligée du Premier, les Aborigènes du Kimberley ont approuvé l'accord en mai 2011. Selon l'accord, la communauté doit recevoir en bénéfice plus d'un milliard de dollars australiens sous forme d'opportunités de développement économique, de logements, d'infrastructures scolaires et de fonds pour répondre aux besoins sociaux. En décembre, Woodside Petroleum a indiqué qu'il repoussait sa décision d'investissement finale sur le projet à la mi-2013, incitant nombre de commentateurs à s'interroger sur la possibilité qu'un projet réduit dans son ampleur et sur un site moins problématique soit étudiée (SMH 2011).

L'Australie reculée au cinéma

Plusieurs films importants sont sortis en 2011 qui mettent en lumière les réalités complexes et dynamiques des communautés autochtones reculées en Australie. *The Tall man*, réalisé par Tony Krawitz à partir du livre primé écrit par Chloe Hooper, examine la tragique mort en garde à vue d'un homme Aborigène sur l'île de Palm dans le nord du Queensland en 2004. Le film de Brendan Fletcher, *Mad Bastards*, sis dans la région du Kimberley au nord ouest de l'Australie, est une description brutale et honnête des caractères uniques et des dynamiques complexes de la région. Le documentaire *Our generation*, produit par Sinem Saban et Damien Curtis, donne voix au peuple Yolngu du nord est de la terre d'Arnhem, dans le Territoire du Nord, et à leur lutte contre l'Intervention d'Urgence mentionnée précédemment. Ces œuvres récentes sont importantes parce qu'elles alertent et suscitent l'attention du grand public australien sur les questions complexes et les réalités souvent dérangeantes de l'Australie autochtone reculée contemporaine.

Références :

ABC, 2011: *James Price Point: acquisition of unallocated Crown Land or theft of Aboriginal Land?* Dernier accès Janvier 2011 : <http://www.abc.net.au/local/stories/2010/09/02/3000611.htm?site=kimberley>

AHRC, 2009: *United we stand – Support for United Nation as Indigenous Rights Declaration a water- shed moment for Australia.* Australian Human Rights Commission. Dernier accès Janvier 2011 : http://www.hreoc.gov.au/about/media/media_releases/2009/21_09.html

ALP, 2011: *Human Rights Check for New Laws.* Australian Labor Party. Dernier accès janvier, 2011 : <http://www.alp.org.au/federal-government/news/human-rights-check-for-new-laws/>

Altman, J., 2011: « The cunning of consultation: school attendance and welfare reform ». Dernier accès janvier 2011:

<http://www.crikey.com.au/2011/12/02/the-cunning-of-consultation-school-attendance-and-welfare-reform/>

Marr, david, 2011: "Freedom of Speech Rides on". *Sydney Morning Herald*. 29 Septembre 2011,

Dernier accès janvier 2011 : <http://www.smh.com.au/opinion/society-and-culture/freedom-of-speech-rides-on-20110928-1kx-aa.html>

NCAFP, 2011: National Congress of Australia's First Peoples. *Policy and Advocacy*. Dernier accès janvier 2011 : <http://nationalcongress.com.au/policyandadvocacy/>

NTER, 2011: Northern Territory Emergency Response Report. *Closing the Gap in the Northern Territory Monitoring Report*. Dernier accès janvier 2011 : http://www.fahcsia.gov.au/sa/indigenous/pubs/nter_reports/ctg_monitoring_report_jan_Jul10/Pages/default.aspx

SMH, 2011: "Woodside Gas Plant Doubts". *Sydney Morning Herald*. 19 Decembre 2011, dernier accès janvier 2011: <http://www.smh.com.au/business/woodside-gas-plant-doubts-20111219-1p2er.html>

Statham, Larine, 2011: "Progress for Torres Strait Independence". *The Courier Mail*. 10 Décembre 2011 Dernier accès janvier 2011: <http://www.couriermail.com.au/news/progress-for-torres-strait-independence/story-fn6ck2c6-1226168521353>

UN Human Rights Council, 2011: *Report of the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights and Fundamental Freedoms of Indigenous People, James Anaya: addendum: The situation of Indigenous people in Australia.* Septembre 2009, A/HRC/15, dernier accès janvier 2011 : <http://daccessods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=A/HRC/15/37/Add.4&Lang=E>

ⁱ De nombreux Aborigènes soutiennent qu'ils furent créés lorsque des Etres Créateurs singuliers formèrent la terre au commencement du temps (souvent nommé « le Rêve »)/ Il est maintenant largement admis parmi les archéologues que la date d'occupation humaine la plus ancienne de l'Australie se situe entre 40 000 et 50 000 ans. **O'Connel J. F. & Allen F.J. 1998** : When did humans first arrive in greater Australia and why is it important to know ? *Evolutionary Anthropology*, 6 : 132-146.

ⁱⁱ Les chiffres réels sont chaudement contestés en raison de la difficulté d'estimer a taille d'une population qui a été si changée par la colonisation. Les chiffres se situent entre 300 000 et 1,5 millions, ce dernier étant largement admis désormais.

Anton Kajlich is a post-graduate environmental researcher. Anton has worked for Northern Territory and Indigenous community based organisations on Aboriginal cultural heritage and cross-cultural land and sea management. Peter Jull, Member of IWGIA's International Advisory Board. Additional research by Gareth Moores, Brisbane.

*Source : IWGIA, The Indigenous World 2012
Traduction par Martin Préaud,
membre du réseau des experts du GITPA pour le Pacifique*